

Argentine: 24 ème Rencontre Nationale de Femmes

14-10-2009

Plus de 20 mille femmes réunies dans la Rencontre Nationale qui cette année s'est célébrée à San miguel de Tucuman ont fixé l'avortement légal comme principal objectif du mouvement. De plus ont été dénoncé l'augmentation de la violence de genre et la traite de femmes à fin d'exploitation sexuelle. Forte opposition de l'Eglise.

"Quelque chose change en chaque femme qui participe", dit la devise de la 24ème Rencontre de Femmes qui s'est terminée hier à Tucuman (dans la province du même nom) avec la décision que le prochain siège d'une tradition (qui va avoir déjà un quart de siècle) sera Parana, province d'Entre Rios. À midi, dans le Club Tucumán Central ont été lues les conclusions finales des différents ateliers : le principal a été celui de la discussion autour des stratégies pour obtenir la légalisation de l'avortement sûr et gratuit. Aussi, à un niveau local, on a réclamé que la province adhère à la Loi Nationale de Santé Sexuelle et de Procréation Responsable qui garantit la distribution gratuite de contraceptifs et qui met en application la Loi d'Education Sexuelle Intégrale et que soit supprimé les cours de religion dans les écoles publiques.

De plus, parmi les conclusions, on a dénoncé l'augmentation de la violence de genre, on a répudié la séquestration et le trafic de femmes et d'enfants pour l'exploitation sexuelle et l'implémentation de mesures a été réclamée contre les inégalité professionnelles. Bien qu'en réalité, la plus grande conclusion a été que la Rencontre ait pu se réaliser et que 20 000 femmes de tout le pays y arrivent. Puisque l'opposition des églises catholiques et évangéliques à l'évènement a été très fortement ressentie, avec des intimidations aux organisatrices, une forte présence dans l'atelier sur les stratégies pour que l'avortement soit légal, sûr et gratuit, et des fidèles qui démoniaient les femmes qui marchaient pour dénoncer le haut taux de mortalité maternelle, la traite des personnes, les féminicides et les abus sexuels commis en Argentine. Aussi, pour la première fois depuis ses origines, a eu lieu un grand déploiement policier avec des tirs en l'air, des gaz lacrymogènes et un groupe de policiers antiémeutes parmi les manifestantes. "L'évêque

(de Tucumán) Luis Hector Villalba a engendré, depuis plusieurs mois, une armée d'occupation pour contrôler cet espace qui a pour objectif de défendre les droits des femmes avec un discours totalement contraire aux droits des femmes. L'Église essaie de discipliner un espace qui s'oppose au cantonnement de la femme dans le rôle de mère dévouée", définit la psychanalyste et pionnière du mouvement féministe argentin Martha Rosenberg.

Le conflit avec l'Église a empêché que des conclusions de beaucoup d'ateliers soient effectuées et que, même la Commission Organisatrice de Tucuman soit divisée sur quelle position prendre avec les fidèles catholiques qui ont accaparé les espaces de débat et qui, finalement, ont été expulsés des écoles où on essayait de réaliser des échanges d'expériences. "On a répudié l'Église, qui a des techniques militaires pour remplir les lieux de discussion : elles arrivent très tôt, remplissent le territoire, elles ne cessent pas de parler et elles cachent leur opposition, entre autres choses. Pour cela, une des conclusions a été de répudier cette méthodologie et celle de tout autre groupe qui veut empêcher le travail dans les ateliers", a raconté Rosenberg.

La résistance en augmentation qu'engendrent les Rencontres de Femmes ne reflète pas sa faiblesse mais le pouvoir qui produit l'union de femmes de différents segments sociaux et régions du pays. "La Rencontre est un espace de valeur politique tellement importante qu'elle s'est transformé en une espèce de territoire en conflit. La possibilité que les femmes échangent leurs expériences apparaît avec une potentialité tellement dangereuse que l'Église ne peut pas la tolérer et, c'est pourquoi elle produit une espèce d'invasion", signale Rosenberg. Et elle critique aussi d'autres groupes : "Les autres forces qui disputent territoire sont certains partis d'extrême gauche, qui essayent d'imposer une méthodologie qui n'est pas celle des Rencontres et ils ne peuvent pas tolérer que les conclusions se prennent par consensus et que les ateliers aient des avis divers". La communicatrice Liliana Daunes dresse aussi son bilan : "Il est clair que l'Église fanatise ses partisans et les envoient affronter les femmes, comme dans les temps de l'Inquisition. Ils protègent les temples, comme s'ils étaient des forteresses. Et ils agissent de manière militarisée, en connivence, dans ce cas, avec les forces répressives, qui ont partagé la 'garde de la foi'. Bien que, d'autre part, nous voyions croître les idées et les pratiques féministes, surtout dans les groupes juvéniles qui essayent de vivre plus librement".

Mais en plus de leur fermer la porte de l'Église et de rassembler plus de jeunes filles, à Tucuman on a ouvert de nouvelles fenêtres régionales : "Une nouveauté a été la présence de féministes latino-américaines. La dénonciation du coup d'État au Honduras a été réalisée et créé de réseaux de soutien aux Féministes en Résistance de ce pays. Il a été convoqué une campagne internationale pour la liberté de l'enseignante Augustina Flores Lopez et de tous les prisonniers politiques du Honduras. Et aussi un appel à la solidarité avec le Mouvement Sans Terre du Brésil, qui souffre la persécution et la judiciarisation de ses militants. On a montré la vitalité d'un féminisme incommode pour le patriarcat et le capitalisme", souligne l'éducatrice populaire Claudia Korol.

Comment cela va-t-il continuer en 2010 à Parana ? Rosenberg visualise : "Les féministes qui sommes à l'origine de l'idée de nous retrouver avec les femmes de base nous croyons que nous allons devoir créer d'autres espaces de sécurité, non seulement physique (il y a eu des coups contre certaines des participantes), mais pour pouvoir être avec des gens de bonne foi dans les ateliers, puisque la mauvaise foi de l'Église a été terrible à Tucuman". La journaliste et psychologue Liliana Hendel appréhende aussi avec optimisme la prochaine réunion sur le Littoral argentin : "Je rêve d'une marche sans drapeau, avec des milliers de femmes chantant la consigne de la campagne pour le droit à l'avortement, avec l'exigence de l'accomplissement de tous de nos droits et, aussi, du droit de décider". Luciana Peker, Pagina/12, 13 octobre 2009.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-133397-2009-10-13.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>